

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5136 8°

Service Central: *M<sup>r</sup> le Directeur Général*

Région: \_\_\_\_\_

OBJET DE LA CONSULTATION

*Proclamation apportée par la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat à l'organisation et à la compétence de cette Assemblée.*

Références :

*Observations : La loi du 18 décembre 1940 a été modifiée par celle du 14 janvier 1944 (J.O. du 19.1.44 P. du 26).*

D<sup>re</sup> N° 5136 8°

; Aff. :

du 18 décembre 1940

du Conseil d'Etat

13 janvier 41

S. 8186 c°

## N O T E

pour Monsieur le Directeur Général.

Vous avez bien voulu me demander quelles sont les innovations apportées par la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat.

La loi du 18 décembre 1940 est essentiellement une codification des textes qui réglementaient, depuis l'époque révolutionnaire jusqu'à nos jours, l'organisation et les attributions du Conseil d'Etat.

Le Titre 1<sup>er</sup> de la loi en détermine les cadres et le recrutement. Les Titres II et III définissent le double rôle du Conseil d'Etat : conseil administratif du Gouvernement et juridiction suprême en matière administrative.

La loi modifie cependant sur certains points importants les règles antérieures en ce qui concerne le recrutement et le statut des membres du Conseil ainsi que les attributions de cette haute Assemblée.

Recrutement et Statut.--

Les Conseillers d'Etat en service extraordinaire étaient, jusqu'ici choisis exclusivement parmi les hauts fonctionnaires, appelés à faire profiter le Conseil d'Etat pour l'examen ou la préparation des projets de lois ou règlements, des lumières puisées dans l'exercice de leurs fonctions.



La nouvelle loi (article 6<sup>b</sup>) leur adjoint "des personnalités qualifiées dans les différents domaines de l'activité nationale", étrangères à l'Administration proprement dite.

Le Gouvernement conserve, d'autre part, la faculté qu'il avait auparavant, d'appeler aux séances du Conseil d'Etat les personnes désignées en raison de "leurs connaissances spéciales". Mais celles-ci ont voix consultative seulement (article 27), alors que les personnalités nommées Conseillers en service extraordinaire auront voix délibérative dans les séances du Conseil d'Etat auxquelles elles prendront part (travaux de la section de législation, des sections administratives et des commissions).

Les articles 11 et 13 étendent aux membres du Conseil d'Etat la faculté de se faire mettre en disponibilité pour raison de santé ou convenances personnelles, faculté dont ils n'avaient pas joui jusqu'à présent.

#### Attributions.-

L'importance, accrue désormais, du rôle consultatif joué par le Conseil d'Etat dans la préparation des lois, ressort particulièrement de l'article 21 de la loi, qui lui accorde l'initiative de suggérer au Gouvernement les réformes législatives ou réglementaires jugées favorables à l'intérêt public.

Quant aux attributions contentieuses du Conseil d'Etat la nouvelle loi ne les modifie que sur un point, en rétablissant en sa faveur, une compétence exclusive en matière de recours pour excès de pouvoir (article 28).

L'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 mai 1934 sur les Conseils de Préfecture avait attribué à ceux-ci la connaissance en premier ressort de ces recours lorsqu'ils étaient dirigés contre des actes des autorités locales (départements, communes, établissements publics, autres que les établissements nationaux), le Conseil d'Etat demeurant juge d'appel.

Désormais le Conseil d'Etat redevient juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir des actes de toutes les autorités administratives.

Il continue enfin à statuer sur les recours formés auprès de lui contre les décisions des Tribunaux administratifs inférieurs.

Enfin, lorsqu'une Administration, saisie d'une réclamation s'abstient de se prononcer, l'intéressé est fondé à considérer ce silence comme équivalent à une décision de rejet implicite, s'il se prolonge pendant un délai de quatre mois à dater du reçu de la réclamation. Or, jusqu'à présent, le délai ordinaire de deux mois, imparti pour saisir le Conseil d'Etat, ne s'appliquait pas aux recours formés contre ces rejets implicites, faute d'une décision qui l'eût fait courir. Afin d'éviter que l'Administration ne reste indéfiniment exposée à un recours, l'article 4<sup>7</sup> de la loi prévoit que le délai de deux mois s'appliquera et prendra cours de la fin du délai de quatre mois sus-visé.

Pour mettre le Conseil d'Etat en mesure de vérifier si les conditions du recours sont bien remplies, le requérant doit joindre à sa requête une pièce justifiant de la date du dépôt de sa réclamation originale.

Le Conseil d'Etat admettait déjà précédemment qu'un récépissé de la réclamation, délivré par l'Administration en cause, n'était pas indispensable et pouvait être suppléé par une pièce équivalente. Mais ce point n'avait pas encore été fixé par un texte légal.

#### Intérêt de la réforme pour la Société Nationale.-

Ces innovations n'ont, en matière contentieuse, aucun intérêt pour la Société Nationale qui est appelée à plaider presque exclusivement devant les Tribunaux et Cours de l'ordre judiciaire.

En règle générale la Société Nationale a renoncé, en effet, à former ou à maintenir, contre les décisions du Ministre des Travaux publics, des recours pour excès de pouvoir, recours qui étaient formés assez fréquemment par les anciens Réseaux. A l'heure actuelle, seul un recours, formé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1938 par la Compagnie P.L.M., contre une décision ayant prononcé le changement d'affectation sans indemnité d'un terrain à céder par le Chemin de fer aux Ponts et Chaussées a été repris par la S.N.C.F. et est encore pendant devant le Conseil d'Etat.

Les autres affaires (une vingtaine) intéressant la Société Nationale et dont le Conseil d'Etat est actuellement saisi, concernent des recours contre des décisions des Conseils de Préfecture relatives principalement à des dommages causés par l'exécution de travaux ainsi qu'au préjudice résultant pour certains concessionnaires de mines



du bassin de Briey des sujétions supplémentaires qui leur ont été imposées dans leur exploitation, en raison de la présence de nos voies.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

# DOCTRINE

---

## La loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat

---

Un texte fort important relatif au Conseil d'Etat vient d'être publié : c'est la loi du 18 décembre 1940 (*J. O.* 22 décembre 1940, p. 6245 ; *Gaz. Pal.* 31 décembre 1940 ; V. aussi deux rectificatifs au *J. O.* des 28 décembre 1940, p. 6307, et 3 janvier 1941, p. 36) qui a été complétée, en application de son art. 83, par un règlement d'administration publique du 7 janvier 1941 (*J. O.* 9 janvier 1941, p. 118 — *Gaz. Pal.* 20 janvier 1941).

Cette loi se présente essentiellement comme une *codification* des nombreux textes qui réglementaient l'organisation et la compétence du Conseil d'Etat ainsi que sa procédure. Elle recueille en effet la plupart des dispositions de ces textes (lois, décrets-lois et décrets greffés sur la vieille loi du 24 mai 1872) désormais abrogés (article 84 de la loi et 40 du décret). A ce titre seul, elle serait déjà d'une grande utilité pour les juristes.

Mais cette nouvelle loi qui a été prise, comme son décret d'application, après avis du Conseil d'Etat, n'est pas uniquement une œuvre de codification. Elle contient en effet *plusieurs réformes intéressantes*, surtout en ce qui concerne le Conseil d'Etat « donneur d'avis ».

C'est précisément l'objet de cette chronique, que d'indiquer les principales modifications apportées au Conseil d'Etat,

§ 2. — Les infractions aux dispositions du présente ordonnance seront punies conformément de l'ordonnance concernant l'exportation et l'importation des territoires occupés des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et de la France, du 23 mai 1940.

§ 3. — La présente ordonnance entrera en vigueur à sa publication.

#### TEXTE ALLEMAND

Auf Grund des § 2 der Verordnung zur Regelung der Aus- und Einfuhr in den besetzten Gebieten der Niederlande, Belgiens, Luxembourgs und Frankreichs vom 23. Mai 1940 (VOBIF S. 35) verordne ich, was folgt :

§ 1. — Die Ausfuhr von Waren aus dem besetzten französischen Gebiet ist nur mit Genehmigung des Militärbefehlshabers in Frankreich oder der von ihm hierzu ermächtigten Stellen zulässig. Der Militärbefehlshaber kann allgemeine Ausnahmen von der Genehmigungspflicht zulassen.

§ 2. — Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen des § 1 werden nach § 3 der Verordnung zur Regelung der Aus- und Einfuhr in den besetzten Gebieten der Niederlande, Belgiens, Luxembourgs und Frankreichs vom 23. Mai 1940 bestraft.

§ 3. — Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündung in Kraft.

---



d'une part, organe consultatif des Pouvoirs publics, d'autre part, tribunal administratif.

### § I. — Le Conseil d'Etat, tribunal administratif.

Rien n'est changé en ce qui concerne la *compétence juridictionnelle* du Conseil d'Etat. A cet égard, la loi fait simplement œuvre de codification, en résumant les résultats acquis par les textes antérieurs et par la jurisprudence. Son art. 28 dispose en effet : « le Conseil d'Etat statuant au contentieux est le juge de droit commun en matière administrative ; il statue souverainement sur les recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les actes des diverses autorités administratives ; il est juge d'appel des jugements, décisions ou arrêtés rendus par les juridictions administratives de premier ressort ; il connaît des recours en cassation dirigés contre les arrêts ou décisions des juridictions administratives rendus en dernier ressort ». C'est donc ce texte et non plus les lois des 7-14 octobre 1790 et du 24 mai 1872, que viseront désormais les décisions du Conseil d'Etat.

Mais la loi du 18 décembre 1940 a apporté *quelques modifications à l'organisation du tribunal* : au personnel, aux formations et surtout à la procédure.

1° On sait que seul le *personnel-magistrat* (conseillers d'Etat en service ordinaire, maîtres des requêtes, auditeurs) peut faire partie du Conseil d'Etat statuant au contentieux. La loi du 18 décembre 1940 s'est contentée de retoucher sur certains points le statut de ce personnel-magistrat (Cf. Titre I de la loi et du décret) dont le nombre demeure tel qu'il avait été fixé par le décret du 13 janvier 1938 (art. 1<sup>er</sup> de la loi).

C'est ainsi par exemple que, si la loi reprend le principe posé par la Constitution de 1875 et selon lequel les conseillers d'Etat en service ordinaire sont nommés par décret en Conseil des Ministres (même solution pour les présidents de section et le vice-président du Conseil d'Etat, art. 2, 4, 5), elle dispose (art. 8 et 9) que les auditeurs et les maîtres des requêtes seront nommés, non plus par décret, mais par arrêté individuel du ministre de la Justice, conformément à la loi du 17 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels. La loi consacre les mêmes solutions pour la révocation et la mise à la retraite d'office (art. 15 et 16 ; Cf. en outre l'art. 10 qui permet d'écarter du Conseil d'Etat les auditeurs de 2<sup>e</sup> classe après 2 ans de service).

Sans leur donner le privilège de l'immovibilité, la loi conserve aux magistrats du Conseil certaines garanties qui ne sont pas négligeables : intervention du Conseil des Ministres pour les conseillers et en ce qui concerne les auditeurs et les maîtres des requêtes : présentation du vice-président délibérant avec les présidents de section pour la nomination à un échelon supérieur (les auditeurs de 2<sup>e</sup> classe étant tous obligatoirement recrutés au concours, v. art. 9 de la loi) et avis des mêmes personnes pour la révocation et la mise à la retraite d'office (v. également art. 10 de la loi).

De même, tout en s'inspirant beaucoup des textes antérieurs et notamment du décret du 28 octobre 1938 (Gaz. Pal. 1938.2.1227), la nouvelle législation régitement à nouveau la question de l'exercice, par les magistrats d'une autre fonction publique (art. 12 de la loi, 2 et s. du décret). Par la délégation et par la mise hors cadres temporaires, les contacts entre l'Administration active et les magistrats du Conseil se multiplient. Ces contacts ne peuvent nuire à l'indépendance nécessaire du juge, car les magistrats mis hors cadres sont remplacés au Conseil et ceux délégués dans une fonction publique ont entrée dans les formations administratives mais non dans les formations contentieuses (art. 3 du décret ; v. toutefois art. 2 du même texte). Ils ont, au contraire, le double avantage de faire du Conseil d'Etat une excellente pépinière de hauts fonctionnaires et de donner à ses magistrats, devenus ainsi temporairement des administrateurs, l'expérience de la « maison » administrative qui leur permettra, une fois revenus au Conseil, de juger les affaires contentieuses avec « la compétence technique » qui est, à l'heure actuelle, la raison de l'existence des tribunaux administratifs (Cf. Roger Bonnard, *Précis de droit administratif*, 3<sup>e</sup> éd. 1940, p. 165).

2° La nouvelle législation n'apporte à l'organisation des formations contentieuses que quelques modifications d'une importance très secondaire.

La loi du 18 décembre 1940 avait laissé à son règlement d'administration publique le soin de fixer le nombre des sous-sections de la Section du contentieux et de répartir les affaires entre elles (art. 83). Cela semblait indiquer l'intention de réaliser des réformes sur ces deux points. Il n'en a rien été, car le règlement du 7 janvier 1941 a maintenu les 8 sous-sections ainsi que la distinction entre les 4 dernières sous-sections qui sont à la fois organes de préparation et de jugement pour les affaires dites du « petit contentieux » (pensions, emplois réservés, cartes du combattant, élections, contributions directes et taxes assimilées) et les 4 premières qui, pour les affaires relevant du « contentieux général » sont individuellement organes de préparation, mais doivent être réunies, deux par deux, pour rendre le jugement (art. 29 et 30 du décret ; art. 30 et 32 de la loi). Toutefois, le groupement des 4 premières sous-sections en deux organismes de jugement peut être renouvelé chaque année (art. 29 du décret ; comparer avec le décret du 12 juillet 1934, art. 1<sup>er</sup>).

La Section du contentieux et l'Assemblée plénière du contentieux qui s'est augmentée d'un conseiller en service ordinaire (art. 35 de la loi et 32 du décret) conservent le droit de juger les affaires qui leur sont respectivement renvoyées (art. 33 de la loi). Mais les art. 25 et 31 du décret ont repris intégralement et à titre définitif une disposition provisoire du décret-loi du 4 octobre 1939 fixant les conditions de fonctionnement du Conseil d'Etat pendant la durée des hostilités : le président de la Section du contentieux peut décider, lors de la répartition des affaires, que l'instruction d'une affaire sera confiée à la Section du contentieux et, dans ce cas, l'affaire est jugée par l'Assemblée plénière du contentieux (art. 25 et 31 du décret) :

3° Enfin, en ce qui concerne la *procédure*, la législation nouvelle a recueilli la plupart des dispositions contenues dans les textes antérieurs (Titre III, chap. II de la loi et du décret). Toutefois la loi du 18 décembre 1940 a réalisé *deux réformes importantes*.

L'une est relative à la *suppression de la déclaration de recours*. La procédure d'appel devant le Conseil d'Etat des décisions rendues par les Conseils du contentieux administratif des colonies, telle qu'elle était réglementée par le décret du 5 août 1881, exigeait l'accomplissement de deux formalités successives : d'abord une déclaration de recours devant le Conseil du contentieux, ensuite une requête en recours devant le Conseil d'Etat. La déclaration de recours (art. 86 et s. du décret du 5 août 1881) qui ne se justifiait guère, avait au contraire le grave inconvénient de multiplier les fins de non-recevoir, puisqu'elle devait être faite, dans certains délais, à peine d'irrecevabilité de la requête en recours. L'art. 43 de la loi qui l'a supprimée est donc le bienvenu. Toutefois ce texte n'a pas de portée rétroactive. La loi (art. 81) dispose, en effet, que « la procédure prévue par les art. 86 et suiv. du décret du 5 août 1881 continuera d'être appliquée aux pourvois qui auront donné lieu à une déclaration de recours déposée au secrétariat du Conseil du contentieux administratif antérieurement à l'insertion de la présente loi au Journal officiel de la colonie ».

L'autre réforme concerne le recours dirigé contre une *décision implicite de rejet de l'Administration*. On sait que, dans les instances introduites contre l'Administration, la procédure devant le Conseil d'Etat comporte la règle dite de la décision administrative préalable : le recours doit attaquer une décision administrative jointe à l'appui de la requête. Ainsi le plaideur, soi-disant victime d'un fait matériel de l'Administration, est obligé de présenter une demande en réparation à l'Administration. Si cette dernière lui oppose un refus formel, il est alors en mesure d'attaquer devant le Conseil d'Etat cette décision expresse de rejet dans le délai de deux mois. Mais il se peut que l'Administration lui oppose sa force d'inertie et ne lui réponde pas. Dans ce cas, le décret du 2 novembre 1864 (art. 7) et la loi du 17 juillet 1900 (art. 3) ont décidé que le silence de l'Administration, prolongé pendant 4 mois, équivalait, de sa part, à une décision implicite de rejet. Mais dans quel délai l'administré doit-il alors agir devant le Conseil d'Etat ? Les textes ne le disaient pas. La jurisprudence du Conseil d'Etat a admis que, dans cette hypothèse, le délai de deux mois ne jouait pas et que le recours était recevable sans

condition de délai. Ainsi le Conseil d'Etat se montrait-il très favorable aux administrés en « pénalisant » l'attitude de l'Administration.

C'est cette jurisprudence que condamne — à tort, nous semble-t-il — l'art. 47 de la nouvelle loi. Lorsqu'un délai de 4 mois s'est écoulé sans que l'Administration ait répondu (lorsque l'autorité administrative est un corps délibérant, ce délai de 4 mois est prorogé, le cas échéant, jusqu'à la fin de la première session légale qui suivra le dépôt de la réclamation), le demandeur doit « se pourvoir devant le Conseil d'Etat dans les 2 mois qui suivent le jour de l'expiration dudit délai. La requête doit, à peine de déchéance, être accompagnée d'une pièce justifiant du dépôt de la réclamation ». Cette pièce, qui constate à la fois le dépôt de la réclamation et sa date, consiste généralement — c'est un procédé simple et peu coûteux admis par la jurisprudence — dans l'avis de réception de la lettre recommandée adressée à l'Administration.

La loi précise le point de départ de l'application de cette réforme (art. 82). Ce texte dispose : « en cas de silence gardé pendant plus de 4 mois par l'Administration, sur une demande déposée antérieurement à la publication de la présente loi, les intéressés devront se pourvoir contre la décision implicite de rejet dans le délai de 2 mois à compter de la date de ladite publication ». Cet art. 82 — fort important en pratique — appelle deux remarques : d'une part, le délai de 4 mois n'étant pas un délai de procédure proprement dit, ne bénéficie donc pas, d'après ce texte, des récentes lois sur la prorogation des délais et notamment de la loi du 28 novembre 1940 (V. Gaz. Pal. 19 décembre 1940, J. O. 13 décembre 1940) ; d'autre part, si dans le cas prévu dans cet art. 82, la partie intéressée n'a pu agir devant le Conseil d'Etat dans le délai de 2 mois en raison de la restriction des communications entre les différentes zones du territoire, elle pourra être relevée de la forclusion par le juge, conformément à la loi du 29 octobre 1940 (J. O. 3 novembre 1940 — Gaz. Pal. 1940.2.509).

★

### § II. — Le Conseil d'Etat, organe consultatif auprès des Pouvoirs publics.

C'est principalement en ce qui concerne le Conseil d'Etat, siégeant comme organe consultatif des Pouvoirs publics, que la nouvelle législation a réalisé *l'importantes réformes*. Elle a voulu, en effet, tout à la fois accroître et rendre effective la participation du Conseil d'Etat à la fonction législative et, pour ce faire, elle a été amenée à modifier le recrutement des conseillers d'Etat en service extraordinaire et à rétablir l'ancienne section de législation.

1° La loi du 24 mai 1872 (art. 8) avait fait du Conseil d'Etat un « donneur d'avis » en matière administrative et en matière législative. Mais si l'intervention du Conseil d'Etat était effective dans le cas où la loi en imposait l'obligation au Gouvernement, notamment pour la confection des règlements d'administration publique et des décrets pris en forme de règlements d'administration publique, il n'était guère consulté sur les projets ou propositions de lois.

L'originalité de la loi du 18 décembre 1940 est double : elle peut faire réellement du Conseil d'Etat une importante assemblée consultative auprès des Pouvoirs publics et, pour cela, elle augmente ses attributions.

Non seulement le Conseil d'Etat continue à donner son avis sur toutes les questions administratives — au sens matériel du mot — qui lui sont soumises par le Gouvernement ou pour lesquelles son intervention est obligatoire en vertu d'une loi ou d'un règlement (art. 20), non seulement, comme auparavant, il est consulté obligatoirement sur les projets de règlements d'administration publique et facultativement sur les projets des autres règlements (art. 20), mais aussi — et surtout — la loi du 18 décembre 1940 lui donne des attributions nouvelles dans la confection des lois.

Cela tient au caractère autoritaire du nouveau régime constitutionnel. C'est le chef de l'Etat qui exerce actuellement, dans son entier, la fonction législative. Sans doute, la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 (V. Gaz. Pal. 1940.2.359) prévoit la formation de nouvelles assemblées législatives. Mais après leur création, le chef de l'Etat conservera le pouvoir de faire les lois « en cas de tension extérieure ou de crise intérieure grave, sur sa seule décision... » (Acte constitutionnel n° 2 du 11 juillet 1940 (Gaz. Pal. 1940.2.362). En dehors de ces cas, nul doute que la Constitution ne réserve au chef de l'Etat une participation fort importante dans la confection des lois. C'est en tenant compte de la création de ces nouvelles assemblées que la loi du 18 décembre 1940 a réservé, dans une certaine mesure, les attributions du Conseil d'Etat en matière législative. « Le Conseil d'Etat, dispose-t-elle en effet, participe à la confection des lois dans les conditions fixées par la Constitution » (art. 19).

Mais, dès maintenant, cette loi confère au Conseil d'Etat deux attributions qui dépassent de beaucoup le rôle consultatif limité que lui accordait la loi de 1872.

(Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure le Conseil d'Etat exercera réellement ces deux attributions pendant le fonctionnement du Conseil national consultatif qui vient d'être créé à titre provisoire : loi du 22 janvier 1941, Gaz. Pal. 29 janvier 1941).

Le Conseil d'Etat « prépare et rédige les textes qui lui sont demandés et donne son avis sur les projets établis par le Gouvernement » (art. 19). Ainsi le Conseil prépare et rédige les projets de loi que le Gouvernement lui demande d'établir sur une question déterminée ; c'est là une attribution qu'ignorait la loi de 1872 et qui rappelle singulièrement le rôle joué par le Conseil d'Etat, dès sa création, sous le Consulat et le Premier Empire. Si le projet est établi par le Gouvernement lui-même, ce dernier est tenu de consulter le Conseil d'Etat : nouvelle différence avec la loi de 1872 qui se contentait de disposer que : « le Conseil d'Etat donne son avis... sur les projets de loi préparés par le Gouvernement et qu'un décret spécial ordonne de soumettre au Conseil d'Etat » (art. 8, § 2).

Par ailleurs, « le Conseil d'Etat peut, de sa propre initiative, appeler l'attention des Pouvoirs publics sur les réformes d'ordre législatif ou réglementaire qui lui paraissent conformes à l'intérêt général » (art. 21). La loi du 24 mai 1872 ne contenait rien de semblable.

2° L'extension des attributions législatives du Conseil d'Etat nécessitait une réforme du recrutement des conseillers d'Etat en service extraordinaire.

Jusqu'à présent, aux termes de la loi du 24 mai 1872 (art. 5), les conseillers d'Etat en service extraordinaire étaient nommés par décret parmi les hauts fonctionnaires de l'Administration active. Pratiquement, ils étaient choisis parmi les directeurs des services des ministères ou les chefs des grands établissements publics nationaux. Or, ce recrutement ne cadrait plus avec le nouveau régime constitutionnel et surtout avec le développement des attributions législatives du Conseil d'Etat. C'est pourquoi la loi nouvelle a créé deux catégories distinctes de conseillers d'Etat en service extraordinaire (art. 6).

La 1<sup>re</sup> catégorie se compose de secrétaires généraux des ministères et des secrétariats d'Etat. On sait en effet que la loi du 15 juillet 1940 a créé, dans les ministères et secrétariats d'Etat, des secrétaires généraux qui, placés à la tête des services, sont en quelque sorte des ministres-administratifs sous l'autorité des ministres-politiques (J. O. 15 juillet 1940 — Gaz. Pal. 1940.2.354). A la différence du système précédent, les secrétaires généraux sont de plein droit conseillers d'Etat en service extraordinaire, mais, à sa ressemblance, ils perdent ce titre avec leur fonction. Toutefois, si un ministère ou secrétariat d'Etat n'est pas représenté en Conseil par un secrétaire général — certains départements n'ayant pas de secrétaire général — un haut fonctionnaire de ce ministère sera nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire par décret en Conseil des ministres et pour la durée de ses fonctions (Cf. 2 décrets de nomination au J. O. du 2 janvier 1941, p. 18). Dans cette mesure, on revient au système ancien (sur l'application immédiate de la réforme, voir art. 79 de la loi).

La 2<sup>e</sup> catégorie est représentée par des « personnalités qualifiées dans les différents domaines de l'activité nationale ». Elles sont nommées par décret en Conseil des ministres pour une période fixée par le décret de nomination. Sans doute, la loi de 1872 (art. 7) prévoyait-elle le détachement au Conseil d'Etat d'officiers, d'ingénieurs de l'Etat et de professeurs de l'Enseignement supérieur. Mais, outre que cette disposition

n'était pas appliquée, la loi nouvelle, par sa rédaction même, entend faire appel à des personnalités dans tous les domaines et notamment, semble-t-il, à des commerçants ou industriels et à des juristes. Là est le caractère original de la réforme qui correspond à une extension effective des attributions législatives du Conseil d'Etat. Si les Pouvoirs publics veulent vraiment consulter le Conseil d'Etat sur les projets de lois et de décrets, il faut faire appel à des « compétences », notamment en ce qui concerne la législation civile. C'est dans le même esprit que la loi du 18 décembre 1940 (art. 79) a repris intégralement la disposition de la loi de 1872 (art. 14) selon laquelle « le Gouvernement peut appeler aux séances de l'Assemblée générale, des commissions ou des sections, avec voix consultative, les personnes que leurs connaissances spéciales mettraient en mesure d'éclairer la discussion » ;

3° L'extension des attributions législatives du Conseil d'Etat qui a conduit à modifier le recrutement des conseillers d'Etat en service extraordinaire, a également amené la nouvelle législation à réformer, dans une certaine mesure, *l'organisation des formations administratives*.

Elle maintient l'Assemblée générale, les commissions où sont représentées les sections et la possibilité de réunir plusieurs sections (art. 22 de la loi). Mais les 4 sections administratives (sections des Finances, de l'Intérieur, des Travaux publics et du Travail ; — v. décret du 13 janvier 1938) sont remplacées par 3 sections administratives (section de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture) et par une section de Législation. Sur ce dernier point, la loi du 18 décembre 1940 a recueilli les dispositions de celle du 20 août 1940 qui rétablissait la section de Législation.

La composition de l'Assemblée générale reste inchangée (Cf. notamment les art. 2, 3, 26 et 27 de la loi). Celle des commissions est fixée par le vice-président (art. 13 du décret). La composition des sections n'a guère été modifiée en ce qui concerne le personnel magistrat. Elles sont composées chacune, comme les sections administratives antérieures, d'un président choisi parmi les conseillers d'Etat en service ordinaire et de 6 conseillers d'Etat en service ordinaire auxquels sont adjoints des maîtres des requêtes et des auditeurs (art. 4, 23 et 25 de la loi ; pour leur affectation, Cf. art. 14 du décret). On sait en effet que le personnel-magistrat est appelé à faire partie de toutes les formations administratives, tandis que les conseillers d'Etat en service extraordinaire sont exclus des formations contentieuses (même solution pour le garde des Sceaux, président en titre, et pour les ministres ou secrétaires d'Etat ; art. 2 et 3 de la loi). Cette règle a le double avantage de garantir l'impartialité du juge et de développer ses connaissances, nécessaires pour bien juger le contentieux administratif.

Mais leur composition est modifiée en ce qui concerne les conseillers d'Etat en service extraordinaire. Ceux qui appartiennent à un ministère ou à un secrétariat d'Etat sont attachés de plein droit à la section chargée d'examiner les affaires de leur administration. Les autres ne sont pas attachés spécialement à une section. « Ils sont appelés par le garde des Sceaux ou par le vice-président à prendre part aux travaux de la Section de Législation, des différentes sections administratives et des commissions, suivant la nature des affaires à examiner, et notamment pour l'élaboration des lois et des règlements d'administration publique » (art. 24 de la loi).

C'est enfin la *répartition des attributions administratives et législatives entre les diverses formations* qui est également quelque peu modifiée par la nouvelle législation. Toutes les affaires administratives — au sens formel du mot — c'est-à-dire les règlements comme les actes individuels, sur lesquelles le Conseil d'Etat est appelé à donner son avis, sont réparties entre les trois sections administratives et la Section de législation dans les conditions fixées par l'article 11 du décret qui a recueilli les dispositions du décret du 6 septembre 1940 (V. Gaz. Pal. 1940.2.44). Toutefois une affaire déterminée peut être soumise à l'examen de deux sections réunies ou d'une commission (art. 13 du décret). Quant aux projets de loi envoyés au Conseil d'Etat, ils sont examinés soit par la Section de législation, soit par cette section réunie à une autre section, soit par une commission (art. 12 du décret).

Mais dans certains cas, l'examen des affaires administratives et des projets de loi par ces formations administratives n'est que la préface d'une étude plus approfondie faite par l'Assemblée générale. En effet, le décret du 7 janvier 1941 (art. 18) qui n'a pas maintenu exactement la répartition faite par les décrets du 10 mai 1934 (art. 1<sup>er</sup>) (Gaz. Pal. 1934.1.1249) et du 24 juillet 1934 (art. 7) (Gaz. Pal. 1934.2.1253), énumère les questions qui sont portées à l'Assemblée générale : les plus importantes sont les projets de loi, ceux de règlements d'administration publique et de décrets pris en la forme de règlement d'administration publique.

Maxime CHRETIEN,  
chargé de Cours à la Faculté de Droit de Poitiers.



même arti-  
nistrateur  
s. Le reste  
de l'article  
ment.

ème alinéa  
fié comme

e, et sans  
s porteurs  
er, le Con-  
nt décider  
alinéa de-

du même  
l'adminis-  
supprimés.  
e reste de  
s change-

est abrogé  
nt :

istrie par  
tion com-  
au moins  
mmés par  
ris parmi  
isant aux  
la loi.

e-président  
ation, les  
tiers des  
tre de na-

xerce les  
ur est re-  
on Conseil,  
om collec-  
mbres ; si  
limitée ou  
n de ses  
anonyme,  
al ou par  
guée à cet  
seil.

linéas de  
és et rem-  
ant :  
s des ad-  
nnées. Le  
de la pré-  
en vertu  
1940, res-  
l'Assem-  
unira en  
(1946) et  
eil en en-

seure sans

article 21  
t :

ministra-  
au-des-  
demeure

article 21  
t :

posé de  
demeure

ème arti-  
ers moin-  
vants :

demeure

le 22 est

lés ou conventions déterminant la durée de leurs fonctions, l'étendue de leurs attributions, l'importance de leurs avantages, fixes et proportionnels ainsi que les autres conditions de leur admission, de leur retraite et de leur révocation. »

Art. 27.

Le texte actuel de l'article 27 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Tous les actes concernant la Société dument décidés par l'organe (Assemblée générale ou Conseil d'administration) ou la personne (directeur général ayant qualité à cet effet, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par le Président du Conseil, par son remplaçant temporaire, par le directeur général, si ces fonctions ne sont pas exercées par le Président lui-même, ou par tout autre mandataire délégué par le Conseil, comme il est dit à l'avant-dernier alinéa de l'article 26. »

Art. 28.

Les mots « ou à l'administrateur unique » sont supprimés. Le surplus de l'article demeure sans changement.

Art. 31.

A la fin de l'alinéa premier de l'article 31, les mots « ou par l'administrateur unique » sont supprimés. Le reste de l'article demeure sans changement.

Art. 32.

Les alinéas premier et deuxième de l'article 32 sont abrogés et remplacés par le texte suivant :

« Les actionnaires sont réunis chaque année en Assemblée générale par le Conseil d'administration dans les neuf premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation. »

« Des Assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement, soit par le Conseil d'administration, soit par les commissaires en cas d'urgence. Le Conseil est même tenu, dans les cas autres que ceux prévus à l'article 44 ci-après, de convoquer l'Assemblée générale lorsque la demande lui en est faite par des actionnaires représentant le quart au moins du capital social. »

Le surplus de l'article demeure sans changement.

Art. 36.

A la fin du deuxième alinéa de l'article 36, les quatre derniers mots « ou par l'administrateur unique », sont supprimés. Le surplus de l'article demeure sans changement.

Art. 46.

Au deuxième alinéa de l'article 46, les quatre derniers mots « ou par l'administrateur unique » sont supprimés. Le surplus de l'article demeure sans changement.

Art. 47.

Au premier alinéa de l'article 47, les mots « ou l'administrateur unique » sont supprimés.

Au troisième alinéa du paragraphe 3<sup>e</sup> du même article, les mots

rement représenté à l'actif par des biens de toute nature.

Deuxième résolution :

Comme conséquence de la transformation en Société à responsabilité limitée qui précède, l'Assemblée générale décide de remplacer les statuts de la Société anonyme dite « UNION AFRICAINE MINIERE ET MARITIME » par les nouveaux statuts ci-après :

STATUTS

DE LA SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Article premier.

La Société anonyme dite « UNION AFRICAINE MINIERE ET MARITIME », au capital de 500.000 francs, divisé en 1.000 actions de 500 francs chacune, ayant son siège à Paris, 3, rue Saint-Vincent-de-Paul, dont les statuts sont annexés à la minute d'un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M<sup>e</sup> BARILLOT, notaire à Paris, le 17 octobre 1928, a été transformée en Société à responsabilité limitée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 21 janvier 1941.

Elle sera régie par la loi du 7 mars 1925, les lois, décrets et règlements en vigueur et les présents statuts.

Art. 2.

La Société continue d'avoir pour objet en France et dans ses colonies, pays de protectorat, sous mandat, ainsi que dans tous pays étrangers, toutes opérations commerciales, industrielles et maritimes, et plus particulièrement celles relatives aux charbons, à leurs dérivés et agglomérés.

En conséquence, elle peut acheter et vendre tous produits de toute nature, matières premières ou objets manufacturés, et faire toutes opérations de courtage, commission, consignation, dépôt, entrepôt, manutention, transports terrestres ou maritimes, expéditions, importations et exportations, et toutes autres s'y rattachant. Elle peut également prendre, acquérir ou concéder tous brevets, licences de brevets, marques ou procédés, faire toutes recherches, applications et exploitations de concessions, privilèges, monopoles et autres biens et droits.

Elle peut participer directement ou indirectement à toutes opérations commerciales, industrielles, maritimes, mobilières, immobilières ou financières pouvant se rattacher à l'un des objets précités par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, souscriptions ou achats de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement.

Art. 3.

La Société prend la dénomination de :  
**Union Africaine Minière et Maritime**  
Société à responsabilité limitée.

Art. 4.

La Société expirera le 17 octobre 2027, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Art. 5.

Le siège social demeure fixé à Paris, 3, rue Saint-Vincent-de-Paul, et sera transféré en tout ou partie de la même ville, si la gérance, et l'Assemblée des associés, en vertu de l'article 15 ci-après, le décide.

Art. 6.

Le capital demeure fixé à 500.000 francs, divisé en 1.000 actions de 500 francs chacune, créées et attribuées à la Société anonyme antérieurement à la constitution de la Société anonyme, ainsi que les associés, expressément, par l'Assemblée générale.

Art. 10.

La gérance est exercée par :  
ASSET, négociant,  
Henri-Martin, Pa-

RIANIER-DEFERRE,  
de des Vignes, Pa-

ASSET, négociant,  
taine, Paris (16<sup>e</sup>) ;  
ORY, négociant à  
Nimereux (Pas-de-

auront les pou-  
vances les plus  
cult d'agir ensem-  
ment.

erants est nommé  
de 3 ans et de  
affaires sociales  
soins nécessaires.  
de son mandat,  
ants pourra être  
nouvelle période  
associés.

gérant ou sa re-  
pas la dissolu-  
Chacun des gé-  
se démettre de  
la condition de  
on intention à cet  
u moins à l'avan-  
une lettre recom-  
à ses co-associés.  
erants démission-  
ntre, s'il y a lieu,  
ncours à la Société  
temps nécessai-  
un successeur au  
res sociales, sans  
délai supplémen-  
der deux mois à  
départ.

Art. 11.

de la Société sont

les réserves pour risques commerciaux ou industriels, constituent les bénéfices nets. Sur ces bénéfices nets, il est prélevé :

1<sup>o</sup> 5 % pour constituer le fonds de réserve légale prescrit par la loi.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsqu'il a atteint une somme égale au 1/10<sup>e</sup> du capital social.

Il reprend son cours si cette réserve vient à être entamée ;

2<sup>o</sup> La somme nécessaire pour payer aux associés, à titre de premier dividende, 5 % de la valeur nominale de leurs parts, sans que si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les associés puissent les réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Toutefois, en cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir un premier dividende de 5 %, la différence pourra être prélevée sur les fonds de réserve spéciaux.

Sur le surplus, l'Assemblée générale des porteurs de parts, sur la proposition de la gérance, a le droit de décider le prélèvement des sommes qu'elle juge convenable, soit pour être portées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour effectuer des amortissements supplémentaires, soit pour être portées au compte de tous fonds de réserve et de prévoyance.

Le solde des bénéfices est attribué aux parts.

Le paiement des dividendes se fait annuellement au siège social, à l'époque fixée par la gérance.

Art. 17.

En cas de perte du 1/4 du capital social, la gérance est tenue de consulter les associés, à l'effet de prévoir la dissolution ou la continuation de la Société.

La décision des associés est, dans tous les cas, rendue publique conformément à l'article 13 de la loi du 7 mars 1925 si la perte est égale aux 3/4 du capital social.

Art. 18.

En cas de décès, d'interdiction, de déconfiture ou de faillite d'un associé, la Société ne sera pas dissoute.

Art. 19.

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par les soins de la gérance en exercice et, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs nommés à cet effet par les associés.

Pendant le cours de la liquidation, les associés peuvent, comme pendant l'existence de la Société, prendre les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tout ce qui concerne cette liquidation.

Tout l'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs, qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus, et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Le ou les liquidateurs peuvent notamment, avec l'autorisation des associés, donnée dans la forme et à la majorité prescrites par l'article 15 ci-dessus, faire l'apport à une autre Société ou la cession à une Société ou à toute autre personne de l'ensemble des biens, droits et obligations tant actifs que passifs de la Société dissoute.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé tout d'abord à rembourser le montant des parts sociales, si ce remboursement n'a pas encore été opéré. Le surplus est réparti entre tous les associés, gérants et non gérants, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Deux expéditions de l'acte de dépôt susénoncé et de son annexe ont été déposées le 14 février 1941 au greffe du Tribunal de commerce de la Seine.

Pour extrait et mention :  
René BARILLOT.  
1238

#### Société Anonyme de Gérance et d'Armement

Capital 12.000.000 de francs.  
Siège social à Paris,  
9, rue de Montchanin.

Aux termes d'une délibération en date du 4 décembre 1940, dont un extrait dument certifié conforme a été déposé pour minute à M<sup>e</sup> BARILLOT, notaire à Paris, suivant acte par lui reçu le 3 février, le Conseil d'administration de la « SOCIÉTÉ ANONYME DE GERANCE ET D'ARMEMENT », a pris diverses dispositions consécutives à la loi du 16 novembre 1940, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée générale et, notamment, modifié ainsi qu'il suit les articles 18, 22, 26 et 27 des statuts.

Art. 18.

Ajouter un troisième paragraphe :

« A chaque élection ou réélection, l'administrateur élu devra attester qu'il n'est pas déjà administrateur d'un nombre de Sociétés anonymes supérieur à celui autorisé par la législation en vigueur ou s'engager à donner les démissions nécessaires. »

Art. 22.

Cet article est remplacé par le texte ci-après :

Art. 22.

Bureau du Conseil.

ministration remplit les fonctions de directeur général et reçoit tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

« Le Président peut instituer un Comité composé soit d'administrateurs, soit de directeurs, soit d'administrateurs et de directeurs de la Société et chargé d'étudier les questions qu'il renvoie à son examen. Les administrateurs qui font partie de ce comité peuvent recevoir une part dans les bénéfices supérieure à celle des autres administrateurs. »

« Les allocations fixes ou proportionnelles du Président et les allocations des administrateurs faisant partie du comité sont déterminées par le Conseil d'administration ; elles sont passées aux frais généraux. »

« Dans le cas où le Président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur ; cette délégation doit toujours être donnée pour une durée limitée. Si le Président est dans l'incapacité temporaire d'effectuer cette délégation, le Conseil d'administration peut y procéder d'office dans les mêmes conditions. »

« Si le Président du Conseil d'administration ne remplit pas les fonctions de directeur général, ces fonctions sont exercées, pour son compte et sous sa responsabilité personnelle, par un directeur général qui recevra les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ces fonctions. »

« Un ou plusieurs directeurs remplissant les conditions prescrites par la loi, peuvent aussi recevoir les pouvoirs convenables pour la direction technique ou administrative ou commerciale des affaires de la Société. »

« Des pouvoirs peuvent aussi être conférés à une ou diverses personnes pour un ou plusieurs objets déterminés. »

« Le Conseil peut passer avec le directeur général et avec le ou les directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et leur durée, l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels et les conditions de leur départ ou de leur révocation. »

Art. 27.

Cet article est remplacé par le texte ci-après :

Art. 27.

Signatures.

« Tous les actes concernant la Société dument décidés, ainsi que les retraits de fonds et de valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs ou dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce, sont signés par le directeur général ou toute autre personne dument mandatée à cet effet. »

« Ces mandataires pourront signer ensemble ou séparément suivant les stipulations de leurs délégations. »

Deux expéditions de l'acte de dépôt susénoncé et de son annexe ont été déposées le 14 février 1941 au greffe du Tribunal de commerce de la Seine.

Pour extrait et mention :  
René BARILLOT.  
1239

#### Jokelson et Handtsaem

Société anonyme  
Capital 4.000.000 de francs.  
Siège social à Paris,  
9, rue de Montchanin.

I. — Aux termes d'une délibération en date du 10 décembre 1940, dont un extrait dument certifié conforme a été déposé pour minute à M<sup>e</sup> BARILLOT, notaire à Paris, suivant acte reçu par lui le 3 février 1941, le Conseil d'administration de la Société « JOKELSON ET HANDTSAEM, SOCIÉTÉ ANONYME », a pris diverses dispositions consécutives à la loi du 16 novembre 1940, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée générale et, notamment, modifié ainsi qu'il suit les articles 18, 22, 26, 27 des statuts.

Art. 18.

Ajouter le deuxième paragraphe suivant :

« A chaque élection ou réélection, l'administrateur élu devra attester qu'il n'est pas déjà administrateur d'un nombre de Sociétés anonymes supérieur à celui autorisé par la législation en vigueur ou s'engager à donner les démissions nécessaires. »

Art. 22.

Cet article est remplacé par le texte ci-après :

Art. 22.

« Chaque année, le Conseil nomme, parmi ses membres, un Président qui peut toujours être réélu. A chaque élection ou réélection, le Président devra attester qu'il n'est pas déjà Président du Conseil d'administration d'un nombre de Sociétés anonymes supérieur à celui autorisé par la législation en vigueur ou s'engager à donner les démissions nécessaires. »

« Le Conseil peut, s'il le juge utile, nommer parmi ses membres un vice-président qui peut toujours être réélu et qui, en l'absence du Président, exercera les fonctions de Président des séances du Conseil d'administration et des Assemblées générales. En cas d'absence du Président et du vice-pré-

lration : elles sont passées aux frais généraux. »

« Dans le cas où le Président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur ; cette délégation doit toujours être donnée pour une durée limitée. Si le Président est dans l'incapacité temporaire d'effectuer cette délégation, le Conseil d'administration peut y procéder d'office dans les mêmes conditions. »

« Si le Président du Conseil d'administration ne remplit pas les fonctions de directeur général, ces fonctions sont exercées pour son compte et sous sa responsabilité personnelle par un directeur général qui recevra les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ces fonctions. »

« Un ou plusieurs directeurs remplissant les conditions prescrites par la loi peuvent aussi recevoir les pouvoirs convenables pour la direction technique ou administrative ou commerciale des affaires de la Société. »

« Des pouvoirs peuvent aussi être conférés à une ou diverses personnes, pour un ou plusieurs objets déterminés. »

« Le Conseil peut passer avec le directeur général et avec le ou les directeurs des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et leur durée, l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels, et les conditions de leur départ ou de leur révocation. »

Art. 27.

Cet article est remplacé par le texte ci-après :

Art. 27.

« Tous les actes concernant la Société dument décidés, ainsi que les retraits de fonds ou valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par le directeur général ou toute autre personne dument mandatée à cet effet. »

« Ces mandataires pourront signer ensemble ou séparément, suivant les stipulations de leur délégation. »

II. — Aux termes d'une délibération en date du 10 décembre 1940, dont un exemplaire a été déposé pour minute à M<sup>e</sup> BARILLOT, notaire à Paris, suivant acte par lui reçu le 7 février 1941, le Conseil d'administration de ladite Société a décidé la création de succursales de la Société à Nantes, La Rochelle et Bordeaux.

Deux expéditions de chacun des 2 actes de dépôt susénoncés et de leur annexe ont été déposées, le 14 février 1941, au greffe du Tribunal de commerce de la Seine.

Pour extrait et mention :  
René BARILLOT.  
1236

#### Compagnie Franco-Africaine de Navigation « Francafrica »

Société anonyme  
au capital de 1.700.000 francs.  
Siège social à Paris,  
rue de Montchanin, n<sup>o</sup> 9.

Aux termes d'une délibération en date du 10 décembre 1940, dont un extrait dument certifié conforme a été déposé pour minute à M<sup>e</sup> BARILLOT, notaire à Paris, suivant acte par lui reçu le 7 février 1941, le Conseil d'administration de la Société anonyme dite « COMPAGNIE FRANCO-AFRICAINNE DE NAVIGATION FRANCAFRICA » a notamment, par application de la loi du 16 novembre 1940 et sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée générale des actionnaires, modifié ainsi qu'il suit les articles 15, 18, 21, 22, 23 des statuts :

Art. 15.

Ajouter un 3<sup>e</sup> paragraphe, suivant le texte ci-après :

« A chaque élection ou réélection, l'administrateur élu devra attester qu'il n'est pas déjà administrateur d'un nombre de Sociétés anonymes supérieur à celui autorisé par la législation en vigueur ou s'engager à donner les démissions nécessaires. »

Art. 18.

L'article 18 est remplacé par le texte ci-après :

Art. 18.

Bureau du Conseil.

« Chaque année le Conseil nomme, parmi ses membres, un Président qui peut toujours être réélu. A chaque élection ou réélection, le Président devra attester qu'il n'est pas déjà Président du Conseil d'administration d'un nombre de Sociétés anonymes supérieur à celui autorisé par la législation en vigueur ou s'engager à donner les démissions nécessaires. »

« Le Conseil peut, s'il le juge utile, nommer parmi ses membres un vice-président qui peut toujours être réélu et qui, en l'absence du Président, exercera les fonctions de Président des séances du Conseil d'administration et des Assemblées générales. En cas d'absence du Président et du vice-président, le Conseil désigne, pour chaque séance, celui des membres qui remplira les fonctions de Président de la séance. »

« Le Conseil désigne la personne devant remplir les fonctions de secrétaire, celle-ci pouvant être prise en dehors du Conseil. »

Art. 21.

Les mots : « administrateurs dé-



Paris, le

19 janvier 1941

GP

PROJETcopie à W/H  
9

## N O T E

pour Monsieur le Directeur Général

En réponse à la question que vous avez bien voulu me <sup>poser</sup> ~~poser~~ concernant les innovations apportées par la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous signaler ce qui suit :

Cette loi est essentiellement une codification des textes qui réglementaient, depuis l'époque révolutionnaire jusqu'à nos jours, l'organisation et les attributions du Conseil d'Etat.

Le Titre 1<sup>er</sup> de la loi en détermine les cadres et le recrutement. Les Titres II et III définissent le double rôle du Conseil d'Etat : conseil administratif du Gouvernement et juridiction suprême en matière administrative.

La loi introduit cependant <sup>quelques</sup> ~~quelques~~ innovations importantes, dont les unes concernent le recrutement et le statut des membres du Conseil, les autres ses attributions.

## Recrutement &amp; Statut

Les Conseillers d'Etat en service extraordinaire étaient, jusqu'ici choisis exclusivement parmi les hauts fonctionnaires, appelés à faire profiter le Conseil d'Etat, pour l'examen ou la préparation des projets de lois ou règlements, des lumières puisées dans l'exercice de leurs fonctions.

9/1



La nouvelle loi (article 6<sup>b</sup>) leur adjoint "des personnalités qualifiées dans les différents domaines de l'activité nationale", étrangères à l'Administration proprement dite.

Le Gouvernement conserve, d'autre part, la faculté, qu'il avait auparavant, d'appeler aux séances du Conseil d'Etat les personnes désignées en raison de "leurs connaissances spéciales". Mais celles-ci ont voix consultative seulement (art. 27), alors que les personnalités ~~susvisées~~ <sup>visées</sup> auront en leur qualité de Conseillers en service extraordinaire, ~~voix délibérative~~ <sup>voix</sup> dans les séances du Conseil d'Etat auxquelles elles prendront part (travaux de la section de législation, des sections administratives et des commissions).

Les articles 11 et 13 étendent aux membres du Conseil d'Etat la faculté de se faire mettre en disponibilité pour raison de santé ou convenances personnelles, faculté dont ils n'avaient pas joui jusqu'à présent.

#### Attributions

L'importance, accrue désormais, du rôle consultatif joué par le Conseil d'Etat dans la préparation des lois ressort particulièrement de l'article 21 de la loi, qui lui accorde l'initiative de suggérer <sup>au</sup> ~~aux~~ <sup>Gouvernement</sup> ~~pouvoirs publics~~ les réformes législatives ou réglementaires jugées favorables à l'intérêt public.

Quant aux attributions contentieuses du Conseil d'Etat, la nouvelle loi ne les modifie que sur un point en rétablissant en sa faveur, ~~en matière de litiges administratifs, la plénitude de compétence~~ <sup>une</sup> ~~exclusive~~ en matière de recours pour excès de pouvoir (art. 28).

Enfin, ~~les~~ <sup>la</sup> ~~décl~~ lorsque une Administration, saisie  
d'une réclamation  
~~par un intéressé, s'abstient d'abstenir de se prononcer,~~  
l'intéressé est fondé à considérer ce silence comme  
équivalent à une décision de rejet implicite, s'il se  
prolonge pendant un délai de quatre mois à dater du  
reçu de la réclamation. Or, jusqu'à présent, le délai  
ordinaire de deux mois, imparti pour saisir le  
Conseil d'Etat, ne s'appliquait pas <sup>aux</sup> ~~aux~~ recours ~~dit~~ <sup>formés</sup>  
contre ~~les~~ <sup>ces</sup> rejets implicites, faute d'une décision qui  
l'eût fait courir. Afin d'éviter que l'Administration  
ne reste indéfiniment exposée à un recours, l'article  
47 de la loi prévoit que le délai de deux mois s'appliquera  
et prendra cours de la fin du délai de quatre mois susvisé.  
~~Afin~~ <sup>Pour</sup> mettre le Conseil d'Etat en mesure de ~~contrôler~~



vérifier que le ~~délai de~~ le dépôt de la réclamation.  
qui a fait courir ce délai de quatre mois <sup>si</sup> que les  
conditions du recours sont bien remplies, le  
requérant doit joindre à sa requête une pièce  
justifiant de la date du dépôt de sa réclamation  
originale.

Le Conseil d'Etat admettait déjà précédemment  
qu'un récépissé de la réclamation, délivré par  
l'administration en cause, n'était pas indispensable  
et pouvait être suppléé par une pièce équivalente. Mais  
ce point n'avait pas encore été fixé par un texte légal.

L'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 Mai 1934 sur les Conseils de Préfecture ~~leur~~ avait attribué la connaissance en premier ressort de ces recours lorsqu'ils étaient dirigés contre des actes des autorités locales (départements, communes, établissements publics, autres que les établissements nationaux), le Conseil d'Etat demeurant juge d'appel.

Désormais le Conseil d'Etat redevient juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir des actes de toutes les autorités administratives.

Il continue enfin à statuer sur les recours formés auprès de lui contre les décisions des Tribunaux administratifs inférieurs.

Intérêt de la réforme  
pour  
la Société Nationale

Ces innovations ~~n'auraient pas, notamment en matière contentieuse, de répercussion sur les intérêts de la Société Nationale.~~ En règle générale, elle a renoncé, en effet, à former ou à maintenir, contre les décisions du Ministre des Travaux publics, des recours pour excès de pouvoir. Seul, un recours, formé avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1938 par la Compagnie P.L.M., contre une décision ayant prononcé le changement d'affectation sans indemnité d'un terrain à céder par le Chemin de fer aux Ponts et Chaussées, est encore pendant devant le Conseil d'Etat.

Quant aux autres affaires (une vingtaine) intéressant la Société Nationale et dont le Conseil d'Etat est actuellement saisi, elles concernent des recours contre des décisions des Conseils de Préfecture relatives principalement à des dommages causés par



l'exécution de travaux ainsi qu'au préjudice résultant pour certains concessionnaires de mines du bassin de Briey des sujétions supplémentaires qui leur ont été imposées dans leur exploitation, en raison de la présence de nos voies.